

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - mai 1996 - n°2

E
D
I
T
O
R
I
A
L

L'intégration des plus pauvres dans l'économie mondiale

400 personnes, responsables de très grandes entreprises, mais aussi de petites et moyennes entreprises françaises, chefs d'entreprises africaines dont plusieurs venaient de l'Afrique anglophone, avaient répondu à l'invitation de la Chambre de Commerce et de l'Université Montesquieu pour une Convention euro-africaine qui vient de se tenir à Bordeaux les 13 et 14 Mai. Qu'a-t-il été organisée dans la capitale d'une grande région française, avec l'appui et la présence effective du Premier ministre une manifestation destinée à mobiliser les investisseurs et les entreprises en faveur de l'Afrique, cela prouve que l'afropessimisme ambiant n'a pas gagné tout le monde et que l'Afrique continue à susciter intérêt, espoir et engagement.

Cette manifestation avait deux objectifs : faire se rencontrer des responsables d'entreprises européennes et africaines, des investisseurs, des décideurs politiques et économiques pour des contacts d'affaires personnalisés à travers une "bourse" des privatisations, mais aussi organiser un dialogue et une réflexion sur le thème d'une "meilleure intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale de marché".

Par delà les discours officiels trop nombreux et trop souvent convenus, les propos de Michel Camdessus, Directeur du Fonds monétaire international méritent de retenir l'attention. Car enfin, la confiance qu'il a affirmée en l'évolution politique et économique de l'Afrique ainsi que son appel pressant au renforcement de la solidarité internationale à ce continent ne peuvent être réduits à des propos de circonstance ou à un optimisme de commande.

Je retire de cette manifestation la conviction que l'Afrique vit la fin d'une époque, celle des économies nationales planifiées et administrées par les jeunes états issus des indépendances, et affronte une autre aventure, celle d'économies intégrées au marché mondial, où règne la concurrence, mais où sont aussi possibles et favorisées la prise de responsabilité, donc la création et l'initiative sans lesquelles le développement reste un slogan.

Mais ni les gouvernements, qu'ils soient africains ou européens, ni même les organisations internationales ne parais-

(suite en page 3)

MICHEL LEVALLOIS, membre du Comité de pilotage

La CADE est un réseau d'hommes et de femmes qui veulent porter un autre regard sur l'Afrique.

Comité de pilotage :
Claude BAEHREL, Secrétaire Général du CCFD • Sophie BESSIS, Historienne et journaliste • Claire BRISSET, Directrice de l'Information du Comité français UNICEF • Sylvie BRUNEL, Directeur scientifique à l'AICF • Jacques CHAUMONT, Sénateur de la Sarthe • Jean CLAUZEL, Préfet honoraire • Georges COURADE, Directeur de recherche à l'ORSTOM • Mamadou DEMBELE, Associé-Gérant à SOFIDEX • Eric DEROO, Réalisateur de Télévision • Patrice DUFOUR, Responsable des relations extérieures à la Banque Mondiale • Xavier de FRANSSU, membre de EGE et Eau Vive • François GAULME, Rédacteur en Chef de Marchés Tropicaux • Gilbert Lam KABORE, Journaliste à ENDA Tiers Monde • Michel LEVALLOIS, Préfet honoraire, Délégué d'ENDA Tiers Monde • Madeleine MUKAMABANO, Journaliste à RFI • Gérard WINTER, Ancien Directeur Général de l'ORSTOM.

L'un des principaux objectifs de la CADE, un réseau ouvert à toute initiative novatrice, c'est d'alerter les médias, les décideurs et l'opinion publique sur la diversité de l'Afrique, un continent où l'effervescence vitalité des populations est souvent masquée par les idées reçues

Secrétariat: Jacqueline ROUBY,
tous les après-midi de 14 h à
18 h - 5, rue des Immeubles
industriels, 75 011 Paris. Tel: 43
72 19 70/43 72 09 09 - Fax: 43
72 16 81

L'Afrique noire en France

De nombreux Africains d'origine habitent aujourd'hui en France. Nous nous sommes interrogés, au cours de la troisième rencontre-débat de la CADE, sur leur vie quotidienne, leurs motivations, leur lien au pays natal. Des quatre interventions très complémentaires, nous avons privilégié ici celle de Jacques Barrou en raison de son caractère plus global. Il a en effet dressé un rapide portrait des populations africaines vivant en France, cadre au sein duquel les discussions ont ensuite eu lieu.

Jacques Barrou est ethnologue au CNRS. Il est l'auteur d'un rapport sur l'immigration en France des ressortissants d'Afrique noire.

L'immigration africaine en France est plus ancienne qu'on ne le pense souvent : dès les années trente, arrive à Marseille une première génération, pour la plupart des Soninkés originaires du Sénégal - de la vallée du fleuve surtout, et de Casamance. Ils sont plus nombreux à partir des années cinquante et surtout dans les années soixante, jusqu'en 1974. Ils arrivent sans contrat de travail ni titre de séjour, mais trouvent rapidement un emploi dans les secteurs délaissés par les Français, comme les services, la manutention... Les migrants sont pour la plupart des paysans, ayant peu d'instruction, qui s'installent dans des régions de forte activité, essentiellement dans la région parisienne, et le long de la Seine. Ils instaurent un mode de vie caractéristique. Célibataires, ils vivent en foyers, bâtiments à vie communautaire qui permettent de développer des activités de solidarité, et de maintenir plus fortement les liens avec le pays d'origine. Une économie informelle s'y installe, qui répond aux besoins de la communauté : des artisans, forgerons, cuisinières, y travaillent. Dès cette époque apparaissent des initiatives qui ont pris de l'importance depuis, comme la redistribution des revenus en échange de menus services - qui permet, au-delà de son aspect pratique, le maintien d'un lien social. L'économie informelle a pris aujourd'hui de l'envergure. On trouve plusieurs centaines d'artisans, travaillant à la fois pour la communauté et pour l'extérieur. Leur présence permet la transmission des connaissances traditionnelles. Mais elle accentue en même temps le maintien d'un mode de vie communautaire et marginalisé, en renforçant les liens traditionnels.

A la fin des années soixante-dix et début quatre-vingt, les regroupements familiaux, souvent par voie irrégulière, parfois régularisés, vont modifier l'image de l'immigration, mais sans la transformer radicalement. Il n'y a pas d'éclatement de la tradition de solidarité. Les problèmes de couple sont même parfois réglés en communauté. On assiste dans le même temps à une diversification de la population immigrée, avec l'arrivée de migrants en prove-

nance d'autres pays, d'autres milieux, de plus en plus scolarisés. De nouveaux problèmes et perspectives apparaissent, sans réel bouleversement. L'intégration économique, même si elle reste précaire, est réelle. Les migrants africains disposent d'un atout important avec leur grande capacité d'adaptation aux nouvelles conditions de l'emploi précaire. Comme la précarité tend à se répandre dans nos sociétés, cela constitue un avantage décisif. D'autre part, en France, le vieillissement de la population risque de créer un déficit de jeunes à même d'accomplir les tâches pénibles - travail de nuit ou physiquement difficiles. De nouvelles migrations sont donc envisageables.

Aujourd'hui, on évalue entre 250 et 300 000 le nombre d'immigrés d'origine africaine en France. Et, en dépit de la crise et des volontés des gouvernements, les flux migratoires se sont maintenus, tout simplement parce qu'ils ont des raisons économiques. Les Africains trouvent des emplois, en général précaires, mal rémunérés, temporaires, mais pas toujours à si faible qualification qu'on a tendance à le croire. Le taux de chômage des Africains est très élevé, mais le chômage de longue durée est plutôt rare, signe d'une bonne résistance à la crise. En fait, l'orientation vers les services, réalisée sous la contrainte pendant les années soixante, s'est révélée favorable, puisque ce secteur s'est développé malgré la précarité.

On donne souvent un tableau misérabiliste de l'immigration. Les migrants sont présentés comme les "sans-cesti" ou les "sans-cela" : sans-papiers, sans-domicile... Il ne faut pas négliger cependant certains aspects positifs. Les migrants ont des atouts et des possibilités en termes économiques et d'intégration sociale. Ils sont facteurs d'innovations, dans l'activité informelle bien sûr, mais aussi dans des projets de plus grande envergure. Les exemples abondent, comme celui de ce Sénégalais de Marseille qui récupère les frigidaires usagés dans les décharges, les retape et les revend... jusqu'à Dakar.

Il est donc essentiel de mieux connaître et de faire connaître la réalité de l'immigration africaine en France dans ses aspirations, dans sa richesse et dans sa diversité.

Timera Mahamet, sociologue à l'EHESS, et responsable de l'association pour la promotion de la langue et de la culture Soninké (APS), a souligné l'évolution majeure à laquelle son association a du s'adapter : l'identité communautaire ne se fait plus autour du village mais à partir du facteur ethno-linguistique. Selon lui, cela n'est pas en contradiction avec la philosophie française de l'intégration individuelle. Il faudra plus de temps, mais ça ne gêne pas l'intégration.

Ruth Padrun, sociologue à l'IRFED, mène depuis 1970 des actions de pédagogie interculturelle auprès des femmes. Les femmes africaines, en devenant chef d'entreprises en France, participent au développement de la France, mais aussi de l'Afrique. L'IRFED les aide à acquérir les connaissances nécessaires, la difficul-

té résidant surtout dans le passage de l'informel au formel. Les actions menées sont diverses : commerces de produits exotiques, ateliers de retouche, restaurants de proximité...

M. Soumaré, responsable du Groupe de recherche en développement rural (GRDR), travaille avec des associations villageoises originaires de la vallée du fleuve sénégal, installées en France. L'association travaille en partenariat et mène des projets d'agriculture de contre-saison, de maraîchage, de retenue d'eau. Elle crée ainsi un lien entre les communautés émigrés et leurs villages d'origine.

Les questions de la salle ont essentiellement tourné autour de deux points. L'importance du rôle du facteur communautaire, tout d'abord, a été souligné. Mais constitue-t-il une

menace ou un sas vers l'intégration ? Pour les immigrés, il constitue un concept ouvert, qui ne bloque pas l'intégration. Les Italiens et les Arméniens ont eux aussi connu une phase communautaire très forte, qui n'est plus ressentie comme telle à l'heure actuelle.

Le retour au pays a été la seconde notion largement débattue. Le projet de retour prend une place considérable parmi les immigrés, mais il semble qu'il s'agisse plutôt d'un rêve. On observe une réticence à rentrer chez les femmes et les jeunes, qui ont une image négative du pays. Il existe encore aujourd'hui une fidélité au pays, mais que va-t-il en rester chez la seconde génération ?

Une bibliographie préparée par le CHEAM et l'IIAP était proposée aux participants.

(suite de l'éditorial de la première page) sent avoir encore pris toute la mesure de cette révolution pourtant célébrée par leurs discours en faveur de l'économie de marché et de la démocratie. Or les prouesses que les plus pauvres des villes et des campagnes d'Afrique ont déployées pour survivre aux purges financières de l'ajustement structurel et pour rétablir la démocratie auraient dû retenir leur attention. La dernière décennie a fait émerger des acteurs économiques beaucoup plus proches des credos de l'économie libérale et formé des citoyens plus convaincus des bienfaits de la citoyenneté que les privilégiés d'hier, restés nostalgiques de leurs rentes de situation.

Le moment est sans doute venu de s'adresser à ces nouveaux acteurs, d'en faire des interlocuteurs et pourquoi pas des partenaires. Où les trouver sinon du côté des producteurs et des consommateurs populaires, de ceux qui font tourner ce que l'on a appelé l'économie informelle et qui n'est autre que l'économie qui fait vivre le plus grand nombre et les plus pauvres, du côté de ceux qui se sont organisés pour gérer les pénuries, les insuffisances des services publics, pour pratiquer une démocratie qui ne peut se réduire aux seuls rites institutionnels du multipartisme et des élections ?

C'est avec eux que les relations eurafricaines pourront sortir de la préhistoire, pour reprendre la formule de M. Camdessus, et que pourra se bâtir un véritable partenariat entre l'Afrique et l'Europe. Formons donc le souhait que d'autres rencontres euroafricaines aient lieu et qu'elles fassent leur place aux acteurs de l'économie populaire, aux nouveaux agriculteurs, ceux de la campagne et ceux des périphéries urbaines, ainsi qu'aux ONG qui travaillent avec eux.

MICHEL LEVALLOIS

Colloques : Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires ?, organisé par le CIEDEL, le CLERDI et l'ISARA. Lyon les 6 et 7 juin. Contact : Nicole Ughetto, 78.37.83.24 (CIEDEL)

Privatisations dans les pays de la zone franc : stratégies et opportunités d'affaires, organisé par la Lettre Afrique Expansion, aux salons d'Iéna (Paris) le 11 juin. Inscription 2500 francs, date limite le 31 mai. Renseignements : (1) 40.13.35.44

La Lettre de la CADE

CADE, 5, rue des Immeubles industriels, 75 011 Paris, France. Téléphone : 43 72 19 70. Fax : 43 72 16 81. E-mail : endaparis@gn.apc.org • Directeur de publication : Michel Levallois • Comité de rédaction : Gilbert Lam Kaboré ; Lucas Patriat • Impression : L'Internationale Reprographie, 21 ter, rue Voltaire 75 011 Paris.

L'AGENDA DE LA CADE

Mercredi 29 mai

Du secteur informel à l'économie populaire urbaine

avec Jacques Bugnicourt, secrétaire exécutif d'ENDA Tiers Monde, et Philippe Hugon, professeur d'économie à Paris X Nanterre.

Mercredi 26 juin

L'Afrique des innovations sociales

avec Bernard Husson, rédacteur en chef de *Histoire de développement* (CIEDEL)

Mercredi 18 septembre

La décentralisation

avec Jean Clauzel et Jean-Pierre Elong-Mbassi.

mai et septembre : à l'IAP, 2, av. de l'Observatoire, 75006 Paris.

juin : UNICEF, 3 rue Dugay-Trouin, Paris 16.

Les partenaires de la CADE.

Nous sommes de plus en plus nombreux à participer à la CADE. Voici une liste des différents partenaires : ENDA - l'IAP - le CHEAM - le CFSI - Marchés tropicaux - Aminter - le CRID - la revue Politique Africaine - Afrique Contemporaine - la lettre Afrique Expansion - l'IRFED - le Centre Nord-Sud - la revue Pôles.

N'hésitez pas à faire part de vos initiatives à la *Lettre de la CADE*, qui vous relaiera.

Abonnement de soutien à la Lettre

Merci à ceux qui ont songé à acquitter leur abonnement de soutien à la lettre de la CADE. Nous rappelons à ceux qui ne l'ont pas fait que leur participation de 150 francs nous aidera à couvrir les frais d'impression et de diffusion de la *Lettre*.

M. Amara Essy, Ivoirien, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU, appelle de ses vœux des initiatives comme celle de la CADE. Encore une preuve de l'intérêt que suscite notre réseau.

ATTENTION
La rencontre-débat du 26 juin n'aura pas lieu dans la salle habituelle de l'IAP, mais à l'UNICEF.

VIE DU RÉSEAU

Réunion du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud, Lisbonne.

A l'invitation du Centre Nord-Sud, Gilbert Lam Kaboré a présenté la Cade à la réunion du Groupe média dudit Centre, début mai à Lisbonne. C'est Mikko Lohikoski - coordinateur de la campagne contre le racisme, la xénophobie, l'anti-sémitisme et l'intolérance, menée par le Conseil de l'Europe - qui assurait l'animation des débats.

Il s'agissait de faire le point sur les activités 1995-1996 et d'étudier les propositions pour 1997 et au-delà. G.L. Kaboré a fait la genèse de la Cade et résumé les actions déjà réalisées. Le Centre Nord-Sud et ses partenaires qui mènent des actions similaires se sont montrés intéressés par l'initiative de la Cade, et le programme a été présenté au conseil exécutif. Le souhait a été émis de voir la Cade se rapprocher de Synergies Africa (Ong basée en Suisse) et d'élaborer un plan d'action commun. Une telle démarche pourrait bénéficier du soutien du Centre.

Une naissance: celle de POLES, revue fondée par Abdelhay Sefrioui et dirigée par Ghazi Hidouci, ancien haut fonctionnaire du Plan algérien, devenu ministre des finances, aujourd'hui éloigné de son pays et qui se consacre à l'expertise internationale et à la réflexion. Revue du Maghreb, de l'Afrique et de l'Orient, Pôles ambitionne de nourrir un dialogue entre les peuples et les cultures du pourtour de la Méditerranée, y compris l'Afrique. Nous saluons la naissance de Pôles et en particulier, nous réjouissons de son ambition de ne pas s'enfermer dans "une conception close de l'univers méditerranéen", pour s'ouvrir à toute l'Afrique. Le premier numéro, et en particulier un remarquable article d'un haut fonctionnaire international africain sur "Archaisme politique et développement", prouve la réalité de cette orientation. POLES: 72 bd de Courcelles 75017 Paris; Tel: 42 67 97 49 Fax: 47 66 11 93

Abonnement de soutien à La Lettre de la CADE :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postale : Ville :

Je désire recevoir pendant un an (9 numéros) *La Lettre de la CADE* et ainsi soutenir l'activité du réseau. Chèque de **150 francs** à verser à l'ordre d'ENDA Tiers-Monde.